NPA RÉVOLUTIONNAIRES

RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

Stellantis Campus Poissy

16 novembre 2026

Le gouvernement n'en a pas fini avec le mouvement de la jeunesse !

Les manifestations du mardi 17 novembre ont à nouveau été un succès. 150 000 manifestants dit le ministère de l'Intérieur, prompt à minimiser les chiffres, au moins trois fois plus selon les syndicats : le fait est que les salariés étaient à nouveau nombreux dans la rue avec leurs revendications, en premier lieu sur les salaires, aux côtés d'une jeunesse dont la mobilisation ne faiblit pas.

Une colère toujours plus forte

Le ministre de l'Éducation a eu beau déclarer il y a quelques jours qu'il n'y avait plus que « dix à vingt » lycées bloqués, selon ses propres services, plus de cent sont fermés, sans compter les établissements officiellement ouverts, mais sans le moindre élève présent et d'autres dans lesquels des cours se tiennent mais avec des lycéennes et lycéens toujours mobilisés, notamment les jours de manifestation. On est loin de la fin de mouvement rêvée par le ministre !

Les étudiants continuent aussi, avec des assemblées générales à plusieurs centaines, et même à plus de 1 000 à Marseille, Nantes ou Bordeaux.

Le gouvernement est d'ailleurs bien obligé de faire semblant de répondre. Après avoir évoqué une réforme de Parcoursup, le Premier ministre Lecornu, a annoncé la création de 5 000 places supplémentaires en licence… Alors que ce sont des dizaines de milliers de bacheliers qui se retrouvent sans formation chaque année !

Bien conscient que ces miettes ne répondent en rien aux revendications des jeunes, le gouvernement utilise d'autres armes. Dans les lycées, les arrestations et conseils de discipline se multiplient, avec même des pressions contre les membres du personnel éducatif qui soutiennent leurs élèves. Dans les universités, les directions annoncent la tenue des examens, même là où les cours n'ont plus lieu depuis plus d'un mois !

Ces mesures, loin de calmer la colère, ne font que l'attiser.

Pour nos salaires, suivons l'exemple !

C'est dans ce contexte, et un mois après la reprise des manifestations du samedi contre le coût de la vie, que les syndicats de la fonction publique ont appelé à cette journée de grève pour les salaires du 17 novembre. Et même si l'appel syndical, au lieu de s'appuyer sur la mobilisation de la jeunesse, n'en disait pas un mot, c'est bien la colère des lycéens et étudiants qui depuis le début de l'automne nous montre la voie à suivre, bouscule la routine des discussions parlementaires sur le budget… Elle nous rappelle que nous ne gagnerons que ce que nous prendrons par la lutte, pas en suivant sagement le calendrier électoral !

Si le mouvement lycéen et étudiant gagnait la fin de la sélection à l'université, l'amélioration de ses conditions d'études, la reconnaissance de nouveaux droits, comme celui de faire grève… Ce serait bien une victoire pour l'ensemble des travailleurs et des travailleuses.

Certains, en dehors de la fonction publique, avaient aussi décidé de participer à la journée du 17 novembre. C'est le cas par exemple dans les transports lyonnais, ou dans des entreprises qui commencent leurs négociations annuelles obligatoires (NAO). Et des étudiants en lutte vont parfois rencontrer des travailleurs, comme ceux de l'usine Lactalis de Cuincy (Nord), en grève à 80 % depuis le 5 novembre pour leurs salaires et leurs primes, afin de leur apporter leur soutien et de les inviter à se joindre à leurs cortèges dans les manifestations !

Une lutte sans frontières

Deux nouvelles dates sont déjà prévues : jeudi 26, à l'appel des coordinations nationales lycéenne et étudiante, et auparavant vendredi 20, pour une journée internationale de grève étudiante contre la marche à la guerre et les bas salaires.

La mobilisation actuelle n'est pas spécifiquement française. Elle touche aussi l'Albanie, l'Allemagne, l'Espagne, la Grèce, l'Italie, le Portugal, plus récemment le Canada… Car si la hausse du coût de la vie, l'avenir bouché, la montée du racisme, du nationalisme et du militarisme concernent la planète entière, alors c'est à cette échelle que notre colère doit se faire entendre !

Passage à une équipe à l'usine de Poissy : on marche sur la tête

L'usine de Poissy vient de passer à une seule équipe début novembre, nouvelle étape vers la fermeture. Les deux équipes se retrouvent alors sur les mêmes lignes. Sous prétexte de "sureffectif", la direction fait passer le balais ou le pinceau à des ouvriers du montage dans les ateliers, en parallèle elle augmente les cadences pour ceux qui restent sur les lignes : de 32 véhicules par heure, elle cherche à les faire passer en force à 40 voire 42, insoutenable pour les salariés.

S'il y officiellement trop d'ouvriers alors il faut répartir le travail entre tous, assurer des rotations et permettre du repos, pas accentuer les cadences pour certains pendant que d'autres craignent pour leur avenir !

Baratin de ministre

Le ministre de l'Intérieur, Laurent Nuñez, a rencontré ré des représentants des syndicats de journalistes, après de nombreuses protestations contre le fait que lors des récentes manifestations les forces de l'ordre s'en étaient prises très souvent aux représentants des médias. Le ministre a reconnu *« des lacunes »* dans la formation des forces de l'ordre et a déclaré *« que certains agents et gendarmes envoyés sur le terrain ne sont pas suffisamment formés aux règles protégeant les journalistes »*. Et il a promis que les choses allaient s'améliorer. Ben voyons. Il s'est d'ailleurs bien gardé de s'exprimer sur les règles protégeant les lycéens, les étudiants, les Gilets jaunes ou les militants syndicaux qui manifestent…

Nouvelle hausse du gaz en décembre

Le prix de référence du gaz va augmenter de 5,8 % au 1er décembre, a annoncé la Commission de régulation de l'énergie. Selon sa présidente, cela est dû à la hausse enregistrée sur les marchés internationaux. Le prix du mégawatt heure au 1er décembre passera à 206,26 euros alors qu'il n'était que de 194,90 euros au 1er novembre. Sur l'ensemble de l'année 2026, par rapport à 2025, la facture du consommateur moyen va augmenter de 11,8 %, soit 143 euros. Tout augmente, sauf les salaires, les allocations et les pensions…

Les très riches ont payé moins d'impôt sur le revenu l'an dernier

L'an dernier les recettes de l'impôt sur le revenu ont progressé de 1 %. La plupart des contribuables imposables ont vu cet impôt augmenter de 3 à 12 % en moyenne. Il n'en va pas de même pour les 10 % les mieux lotis. Eux ont vu leur impôt sur le revenu reculer en moyenne de 1,4 % en 2025, avec une baisse particulièrement marquée pour les 1 % les plus aisés (−5,1 %) et encore plus pour les 0,1 % au sommet de la hiérarchie des revenus (−9,4 %). Explication : appuyés par une armée d'avocats fiscalistes et d'experts comptables, les nantis ont utilisé toutes les ficelles pour contourner la nouvelle législation fiscale… en toute légalité. Résultat : plus de 13 000 millionnaires ne paient aucun impôt sur le revenu, C'est ce qu'on appelle « l'optimisation fiscale ». Et l'État, qui est à leur service, laisse faire, voire leur facilite la tâche.

France Inter censure un livre de Rima Hassan

Le critique littéraire Arnaud Viviant a annoncé quitter *Le Masque et la plume*, une émission culturelle de France Inter, affirmant avoir été empêché de conseiller aux auditeurs le livre de l'eurodéputée LFI franco-palestinienne Rima Hassan. Il s'explique sur X : *« J'annonce dimanche en fin d'émission que je quitte, la mort dans l'âme, après 26 ans, la tribune du* Masque et la plume*. Pour la première fois, on m'a en effet interdit de conseiller un livre, celui de Rima Hassan,* Palestine errante*. »* À sa manière, France Inter participe à la chasse aux sorcières lancée depuis des mois par les médias de droite, une partie de la classe politique et le gouvernement contre les soutiens à la cause palestinienne, dont Rima Hassan est devenue un des symboles.

Roissy : nouvelle expédition de matériel militaire vers Israël

Les syndicats CGT, Solidaires et Sud aérien de l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle ont dénoncé un nouvel envoi de matériel militaire (des pièces d'aéronefs) à destination d'Israël. Ces pièces ont été fabriquées par l'entreprise ADR, basée à Thomery (Seine-et Marne) et étaient destinées à l'entreprise Elbit Systems Electro-Optics, située en Israël, filiale du principal fournisseur de l'armée israélienne. Pendant ce temps, le gouvernement continue d'affirmer – contre toute évidence – qu'aucune arme n'est expédiée à destination de l'État hébreu.

Présidentielle 2027

